

BOUCLIER JURIDIQUE

SERVICE D'ASSISTANCE ET DE PRÉVENTION JURIDIQUE À DISTANCE

Dans un environnement juridique en constante évolution, **Bouclier Juridique** offre aux particuliers un accompagnement structuré, préventif et réactif face aux situations de la vie quotidienne : bail, licenciement, litige de consommation, succession, atteinte à l'e-réputation ou procédure judiciaire.

Le service repose sur une **plateforme numérique sécurisée** et un réseau d'**avocats partenaires qualifiés**, disponibles selon la formule souscrite pour répondre par écrit, par téléphone, ou vous représenter devant le tribunal.

Bouclier Juridique n'est pas un contrat d'assurance — c'est une prestation de services juridiques au sens du Code civil, sans prise en charge financière des frais de justice.

01

02

03

ÉDITEUR & PRESTATAIRE DU SERVICE

Société	REVELCO
Forme juridique	SASU au capital de 260 €
RCS	Bobigny 925 148 041
Siège social	7 Rue Jules Aubry — 93300 Aubervilliers
Gestionnaire des prélèvements	DLAM srl — Chaussée d'Herseaux, 6 — 7730 Evreghies — Belgique (BCE 0782.973.211)

Bouclier Juridique est une prestation de services juridiques. Il ne constitue pas un produit d'assurance et n'est soumis ni au Code des assurances ni aux obligations d'immatriculation ORIAS. REVELCO intervient en qualité exclusive de prestataire de services d'accompagnement et d'assistance juridique.

FORMULES D'ACCOMPAGNEMENT

Chaque adhérent dispose d'un **espace membre personnel** sur la plateforme numérique Bouclier Juridique, accessible 24h/24, depuis lequel il dépose ses demandes, consulte les réponses de ses avocats, télécharge ses documents et suit l'avancée de ses dossiers.

F1	Essentielle Défense	14,90 €	/ mois
◆	Accès illimité à la plateforme numérique sécurisée		
◆	Dépôt de demandes juridiques via l'espace membre		
◆	Informations juridiques personnalisées par écrit		
◆	Bibliothèque de modèles de courriers et documents standards		
◆	Réponse d'un avocat partenaire par écrit sous 48 heures		
◆	Domaines : consommation · logement · travail salarié · banque · organismes sociaux		

	Protection Intégrale	24,90 €	/ mois
◆	Toutes les prestations de la Formule Essentielle Défense		
◆	Délai de réponse avocat réduit à 24 heures selon disponibilité		
◆	Communication téléphonique avec un avocat partenaire		
◆	Modèles de documents personnalisés et adaptés à votre situation		
◆	Assistance identité numérique et protection de l'e-réputation		
◆	Domaines élargis : vie familiale · successions simples · numérique		

F3	Signature Sérénité	34,90 €	/ mois
◆	Toutes les prestations des Formules 1 et 2		
◆	Ligne directe dédiée — traitement strictement prioritaire		
◆	Un avocat partenaire disponible pour défendre l'adhérent devant le tribunal		
◆	Assistance contractuelle et administrative complète		
◆	Modèles sur mesure rédigés par des avocats pour votre situation		

■ Une participation aux frais de déplacement de l'avocat pourra être demandée selon la nature de l'affaire, sa complexité et la localisation de la juridiction compétente. Les modalités seront confirmées par écrit avant toute intervention.

CONDITIONS GÉNÉRALES

Article 1 — Objet du contrat

Les présentes Conditions Générales définissent les modalités selon lesquelles **REVELCO** (ci-après « le Prestataire ») fournit à l'adhérent un service d'assistance et de prévention juridique à distance dénommé **Bouclier Juridique**, comprenant la mise à disposition d'une plateforme numérique, la délivrance d'informations juridiques personnalisées, un accès à un réseau d'avocats partenaires et la remise de modèles de documents adaptés. Ce contrat constitue une prestation de services au sens du Code civil.

Article 2 — Nature juridique du service

Bouclier Juridique est un **service d'assistance juridique à distance**. Il ne constitue pas un contrat d'assurance, une assurance de protection juridique ou un mécanisme d'indemnisation au sens du Code des assurances. Aucune garantie financière ni prise en charge de frais d'avocat, de justice ou de condamnations n'est prévue au titre du présent contrat. **REVELCO n'est pas soumis aux obligations d'immatriculation ORIAS**, la présente convention relevant exclusivement du régime des prestations de services.

Article 3 — Bénéficiaires

Le service est réservé aux personnes physiques majeures agissant à titre privé. Sont exclus : les professionnels agissant dans le cadre d'une activité indépendante, les personnes morales et les situations relevant d'une activité commerciale ou libérale. L'adhérent peut étendre le bénéfice du service aux membres de son foyer fiscal ou familial, sous réserve de les déclarer lors de la souscription.

Article 4 — Accès à la plateforme numérique

Dès validation de l'adhésion, le Prestataire crée un **espace membre sécurisé** sur la plateforme Bouclier Juridique. L'adhérent y accède via des identifiants personnels transmis par email. La plateforme permet : le dépôt de demandes juridiques, la consultation des réponses des avocats partenaires, l'accès à la bibliothèque de modèles, le suivi des dossiers et l'archivage des échanges. L'accès est maintenu pendant toute la durée du contrat.

Article 5 — Description des prestations par formule

Formule 1 — Essentielle Défense (14,90 €/mois) : accès à la plateforme, informations juridiques personnalisées par écrit, modèles de documents standards, réponse écrite d'un avocat partenaire sous **48 heures ouvrées** à compter du dépôt d'un dossier complet. Domaines : consommation, logement, travail salarié, banque, organismes sociaux.

Formule 2 — Protection Intégrale (24,90 €/mois) : toutes les prestations de la Formule 1, délai de réponse réduit à **24 heures** selon disponibilité, communication **téléphonique** avec un avocat partenaire, modèles personnalisés, assistance identité numérique et e-réputation. Couverture élargie à la vie familiale et aux successions simples.

Formule 3 — Signature Sérénité (34,90 €/mois) : toutes les prestations des Formules 1 et 2, ligne directe dédiée, traitement prioritaire, et mise à disposition d'un **avocat partenaire pour défendre l'adhérent devant le tribunal** dans le cadre des litiges couverts par le contrat. Une participation aux frais de déplacement de l'avocat pourra être demandée selon la nature de l'affaire, sa complexité et la localisation de la juridiction. Les modalités de cette participation seront confirmées par écrit avant toute intervention.

Article 6 — Obligations et limites du Prestataire

Les réponses sont établies sur la base des informations communiquées par l'adhérent via la plateforme. Le Prestataire est soumis à une obligation de moyens et non de résultat. Les modèles fournis ont un caractère indicatif et doivent être adaptés par l'adhérent à sa situation propre. Les délais courent à compter de la réception d'un dossier complet. Le service ne saurait se substituer à l'intervention d'un avocat en qualité de conseil indépendant dans le cadre d'une mission de représentation autonome distincte du présent contrat.

Article 7 — Exclusions

Sont exclus : les faits ou litiges antérieurs à la date d'effet du contrat, les procédures pénales criminelles, les contentieux internationaux complexes, les procédures collectives (sauvegarde, redressement, liquidation judiciaire), les situations frauduleuses ou de mauvaise foi caractérisée, et les activités professionnelles indépendantes de l'adhérent.

Article 8 — Durée, reconduction et résiliation

Le contrat est souscrit pour une durée initiale de **12 mois**, tacitement reconductible. L'adhérent peut résilier : (i) à l'échéance annuelle avec un préavis d'un mois par écrit ; (ii) à tout moment après la première année d'adhésion, sans frais ; (iii) en cas de motif légitime (déménagement à l'étranger, décès, incapacité). La résiliation doit être notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception ou par email avec confirmation de réception à l'adresse du Prestataire.

Article 9 — Droit de rétractation

Conformément aux articles L221-18 et suivants du Code de la consommation, l'adhérent dispose d'un délai de **14 jours calendaires** à compter de la date de souscription pour exercer son droit de rétractation, sans justification ni pénalité. L'exercice de ce droit s'effectue par notification écrite adressée au Prestataire.

Article 10 — Protection des données personnelles

Les données collectées sont strictement nécessaires à la gestion et à l'exécution du contrat. Elles sont traitées conformément au RGPD (Règlement UE 2016/679) et à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978. L'adhérent dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement et de portabilité de ses données, exercé auprès du Délégué à la Protection des Données : **dpo@lamgd.com** — MGD-DPO, 15 rue du Faubourg Montmartre, 75009 Paris. Aucun traitement à des fins commerciales ne sera effectué.

Article 11 — Droit applicable et litiges

Le présent contrat est soumis au droit français. Tout litige relatif à son interprétation ou à son exécution sera soumis, à défaut de résolution amiable, à la juridiction compétente du ressort du siège social du Prestataire. L'adhérent peut également recourir gratuitement au médiateur de la consommation compétent conformément aux articles L616-1 et R616-1 du Code de la consommation.

DEMANDE D'ADHÉSION

INFORMATIONS DE L'ADHÉRENT

Nom de famille		Prénom(s)	
Date de naissance		Sexe	
Adresse (ligne 1)		Adresse (ligne 2)	
Code postal		Ville	
Téléphone principal		Téléphone secondaire	
Adresse email		Catégorie professionnelle	
Régime social		Situation familiale	
N° de Sécurité Sociale		Activité	
Référence contrat		Date d'effet souhaitée	

BÉNÉFICIAIRES DU FOYER

L'adhérent peut étendre le bénéfice du service aux membres de son foyer fiscal ou familial en les déclarant ci-dessous.

Qualité	Nom	Prénom	Date de naissance

FORMULE CHOISIE

☐	Essentielle Défense	14,90 € / mois	Plateforme + réponse avocat 48h (écrit)
☐	Protection Intégrale	24,90 € / mois	Réponse 24h + communication téléphonique avocat
☐	Signature Sérénité	34,90 € / mois	Avocat au tribunal (participation déplacement possible)

MODALITÉS DE PAIEMENT

MODE DE RÈGLEMENT & PÉRIODICITÉ

Mode de règlement

Périodicité

☒ Mensuelle

DÉCLARATIONS DE L'ADHÉRENT

Je soussigné(e) déclare :

- ◆ être une personne physique majeure agissant exclusivement à titre privé ;
- ◆ avoir pris connaissance des Conditions Générales et de la Notice d'Information ;
- ◆ comprendre que Bouclier Juridique est un service d'assistance juridique ne relevant pas du Code des assurances et non soumis à immatriculation ORIAS ;
- ◆ être informé(e) de mon droit de rétractation de 14 jours (art. L221-18 C. conso.).

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA

À remplir uniquement si vous avez choisi le prélèvement automatique. Les prélèvements sont opérés par **DLAM srl** (ICS : BE66ZZZ0782973211).

NOM, Prénom du débiteur

Adresse complète

Code postal / Ville / Pays

IBAN

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

BIC

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Type de paiement : ☒ Récurrent / répétitif ☐ Ponctuel

En signant ce mandat, vous autorisez DLAM srl à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte selon les instructions du créancier. Vous bénéficiez d'un droit de remboursement dans les 8 semaines suivant tout débit non conforme.

CACHET & SIGNATURE DU VENDEUR

--

SIGNATURE DE L'ADHÉRENT

Lu et approuvé — Date : __/__/____

--

RÉCAPITULATIF CONTRACTUEL

1 • Nature du service

Bouclier Juridique est un service d'assistance et de prévention juridique à distance, incluant accès à la plateforme numérique et réseau d'avocats partenaires. Prestataire : REVELCO — SASU — RCS Bobigny 925 148 041. Ce service ne constitue pas un contrat d'assurance et n'est pas soumis aux obligations ORIAS.

2 • Prestations principales

Plateforme sécurisée 24h/24 · Informations juridiques personnalisées · Modèles de documents · Communication avec avocat (selon formule) · Représentation judiciaire (Formule 3)

3 • Formule & conditions financières

Formule : _____ Cotisation mensuelle TTC : _____ ou annuelle TTC : _____
Date d'effet : ____/____/____ Durée : 12 mois — tacite reconduction Mode de paiement : ☐ Prélèvement ☐ CB ☐ Virement

4 • Résiliation

À l'échéance annuelle avec préavis d'un mois · À tout moment après la 1^{ère} année · En cas de motif légitime reconnu par le Prestataire

5 • Droit de rétractation

14 jours calendaires à compter de la souscription (art. L221-18 et s. du Code de la consommation) — sans frais ni pénalité

6 • Protection des données

Traitements conformes au RGPD · DPO : dpo@lamgd.com · Aucun traitement commercial

Je soussigné(e), **Nom** : _____ **Prénom** : _____

déclare avoir pris connaissance des Conditions Générales et de la Notice d'Information, comprendre que Bouclier Juridique est un service d'assistance juridique et non un contrat d'assurance, et accepter sans réserve l'ensemble des dispositions contractuelles.

CACHET & SIGNATURE DU VENDEUR

SIGNATURE DE L'ADHÉRENT

Lu et approuvé — Date : ____/____/____